



SYNTHÈSE DE L'ENQUÊTE "L'EAU SOUS PRESSION" AUTOMNE 2024

COMMANDE DU CPIE DES MONTS DU PILAT
DANS LE CADRE DU PROJET "L'EAU DANS LE PILAT : PATRIMOINE
COMMUN"

CONNAÎTRE ET PARTAGER LES REPRÉSENTATIONS, CONNAISSANCES ET USAGES DE
L'EAU DANS LE PILAT
AUJOURD'HUI ET DANS 10 ANS

PROJET 2024-2025

Projet du :



MONTS DU PILAT

Avec le Master 2 Recherche en
commun et Transitions Territoriales :

UNIVERSITÉ
LUMIÈRE
LYON 2

Avec le soutien financier de :

Financé par



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



MONTS DU PILAT

UNIVERSITÉ
LUMIÈRE
LYON 2

L'eau sous pression

Le Pilat face à des nouveaux enjeux d'adaptation et de gestion de l'eau sur le territoire.

Master 2, RCT, 20/01/2025 :

ALBERT Cassandre, **BARIOD** Héloïse, **DIALLO** Elhadji Mor, **GOUEDJI** Djako Sylvanus Marie, **GUILLARD** Océane, **LOURY** Cécilia, **VALENTIN** Zoé et **WERNERT** Camille.



Saint-Julien Molin Molette, Guillard Océane, 2024.

Encadré par : CHARVOLIN Florian, MAURINES Béatrice et ROUCHON Olivier.

Commanditaire : CPIE, MATTIO Fleur.

RÉCIT 2035 :

Récit écrit pour illustrer les résultats de l'enquête, et imaginer une trajectoire possible, parmi d'autres, autour de l'eau sur le territoire. Il ne s'agit pas d'une prédiction de 2035, mais d'une projection incarnée, invitant à l'échange et au débat sur ce que pourrait être ou ne pas être 2035.

Lu lors de la soirée de restitution du 29/01/2025 :

« Alors vous l'avez compris après y a l'apéro
mais entre maintenant et l'apéro y a moi
moi je suis Sybille Ritié

Je viens témoigner de mon expérience de nouvelle habitante du massif du Pilat. Enfin, ça fait déjà 15 ans que j'y habite.

Nous sommes au mois de juin en 2035. L'été arrive et à chaque été, on attend à compte à rebours les incendies qui ravageront des hectares de forêts. Plusieurs fois, j'ai vu les pompiers débarquer dans les tourbières, enfin ce qu'il en reste, pour aller au combat. Pas le choix, ils sont sous pression. Alors quand ils prennent l'eau qui devait servir aux vaches de Thierry, le choix est dur : soit la vie des habitants, soit la vie de ses vaches.

Je dirais que c'est depuis les années 15 ou 20 que tout a commencé, que l'été n'est plus l'été mais une fournaise. Vous allez me dire que les hivers aussi sont particuliers. C'est vrai, entre les pluies rares mais diluviennes et la baisse de l'enneigement, nous traversons quelques difficultés.

Tout ça je ne m'en doutais pas quand je suis arrivée ici. On a tous entendu parler de ces catastrophes naturelles et de l'impact de l'activité humaine sur l'environnement. Les scientifiques ont alarmé le gouvernement et les citoyens depuis 60 ans au moins. Mais jamais j'aurais imaginé que ça se dérèglerait aussi vite ici.

En plus, les gens du coin disaient toujours, que sur le Pilat, il y avait des sources partout, que l'eau était abondante, qu'on est tranquille ici, dans le Nord. Je n'ai pas grandi ici. Nous avons dû déménager. J'habitais dans le Sud, avec ma famille dans une grande maison entourée d'une forêt. Nous vivions avec mes grands-parents. Un incendie s'est déclaré dans les bois qui nous entouraient. Nous avons dû partir en urgence car les pompiers n'arrivaient pas à maîtriser le feu. Bien évidemment, notre maison a fini en poussière. Et c'était hors de question de revivre ça. Alors nous sommes partis plus au Nord, dans des terres plus humides d'après nous. Et nous sommes arrivés là. Sauf que j'ai l'impression que le scénario se répète. Alors oui, en 2021, il a beaucoup plu et tout cela confirmait cette abondance. Mais il a suffi d'une année pour que tout le monde remette en question ce postulat. En 2022, c'est totalement l'inverse. Sec : des fissures dans la terre, des animaux en souffrance. Cette année-

là, il fallait s'y habituer car dans les années 2030, prochaines, ce serait un été banal. 2024 a suivi avec des catastrophes naturelles qui se sont accumulées dans le Pilat mais pas que. Ici, tout le monde a pu être secouru. Alors qu'en Espagne, à Valence, 240 morts et disparus dans les eaux qu'on réclamait 1 an auparavant.

Cette année, 2035, je constate encore une fois que le quotidien a bien changé par rapport aux années 10. Maintenant, on sort les bêtes la nuit pour qu'elles ne s'effondrent pas sous le soleil croulant. Tous les soirs en rentrant du travail, je m'arrête dans le hameau de Marie, mon amie, à Saint-Genest, pas très loin de chez moi. Elle habite seule et a besoin d'aide pour sortir ses brebis qui s'orientent moins bien à la tombée de la nuit. Elle a adapté la vie de ses brebis et les a transformées en hiboux. Elle a changé aussi la nourriture de ses bêtes. Elle m'explique qu'elle a arrêté de produire du maïs et qu'elle l'a remplacé par du tef et sorgho. C'est son neveu qui le produit dans le Pilat sud. Le père de son neveu lui a laissé ses champs de pommes. Il avait installé plusieurs retenues collinaires mais l'évaporation faisait qu'il perdait trop en quantité. Comme il n'avait pas assez d'eau pour irriguer la production, il a dû réorienter sa production sur des céréales africaines, du tef et du sorgho.

La commune à côté de celle de mon grand-père, c'est Saint-Julien-Molin-Molette, et là aussi ça a bien changé. Au marché, il n'y a qu'une ferme qui vend des légumes et qui a réussi à s'adapter en couvrant les sols, en plantant des haies pour retenir l'eau, en créant des réserves. En dehors des légumes, bien sûr, il y a Séverine et Sylvain qui vendent de la viande de porc et de bœuf mais ils savaient. Ils avaient déjà réfléchi à leur activité 15 ans plus tôt. Ils ont arrêté les vaches laitières, ça leur demandait trop d'eau.

En 2022, c'était la première commune à devoir faire venir de l'eau en camion-citerne. Depuis, quelques années après, c'est régulier que d'autres communes fassent venir de l'eau.

Ça s'ajoute à ça, le gouvernement vote la loi NOTRe en 2015, qui donne le pouvoir de gestion des réseaux d'eau aux intercommunalités. En plus de ça, nous, la com com des Monts du Pilat, nous avons été rattachés à la métropole de Saint-Etienne pendant plus de 15 ans. C'était la métropole qui gère tout ça. Et je vais pas vous faire un dessin de la bureaucratie. Mais ce que je constate c'est que plus on est loin de ce qu'on a à gérer et moins on gère. Quand un tuyau pète, il fallait attendre des semaines pour qu'un technicien qui ne comprenait pas le fonctionnement du réseau, intervienne.

En 2032, après de nombreux échecs des intercommunalités à gérer le réseau, on a vu de nouvelles solidarités voir le jour. Aux élections municipales, dans plusieurs communes, ce sont des listes de citoyens qui veulent promouvoir une démocratie participative qui sont à la mairie. Ces équipes municipales vont reprendre la responsabilité de la gestion des réseaux d'eau et vont organiser une gestion collective, à plusieurs. Des solidarités se retrouvent dans le partage équitable de la ressource et de l'entraide entre les communes pour qu'aucune ne doive faire venir des camions-citernes. Dans chaque commune, petits et grands se

regroupent dès qu'il y a un chantier à faire. On pique-nique ensemble et le chantier devient un moment convivial.

Alors on peut dire qu'on a appris à s'adapter en préservant l'essentiel, à se serrer les coudes sans tomber dans le conflit. Et ça a parfois été difficile. En une poignée d'années, notre territoire a vécu une vraie évolution.

Alors vous l'avez compris, je ne suis évidemment pas Sybille Ritié.

Je suis Héloïse Bariod et j'ai participé à l'enquête que nous allons vous présenter. »

PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE :

MÉTHODOLOGIE :

- **Objectif** : interroger les perceptions, représentations, usages et connaissances des acteurs du territoire autour de la ressource en eau
- **Périmètre de l'enquête** : bassins versants de l'Ondaine, du Furan, de la Semène, de la Dunerette et de la Déôme
- **Matériel d'enquête** :
 - **46 personnes interrogées** lors d'entretiens semi-directifs d'environ 1h, avec :
 - 25 hommes et 21 femmes
 - 16 enquêtés entre 30 et 40 ans ; 13 entre 40 et 50 ans ; 6 entre 50 et 60 ans ; et 11 de plus de 60 ans – Pour une moyenne d'âge de 50 ans
 - Catégories socio-professionnelles des enquêtés :
 - 8 agriculteurs exploitants
 - 4 artisans, commerçants, chefs d'entreprise
 - 9 cadres et professions intellectuelles supérieures
 - 14 professions intermédiaires
 - 2 employés
 - 2 ouvriers
 - 3 classes politiques et administratives
 - 4 autres catégories socio-professionnelles
 - **Micro-entretiens** lors du marché de Saint-Julien-Molin-Molette
 - **Recueil de 27 représentations sur les évolutions du paysage**, en lien avec la ressource en eau, lors du ciné-échanges « La théorie du boxeur » le 4 novembre à Saint-Genest-Malifaux
- **Problématique du rapport d'enquête** : Comment le dérèglement climatique en lien avec l'eau fait-il l'objet d'une conjonction de réflexions et de pratiques dans le parc du

Pilat, amenant ses différentes parties prenantes (professionnels de l'eau, habitants, ...) à des adaptations qui intègrent de nouvelles manières de penser la gestion de l'eau sur le territoire ?

- **Limites de l'enquête :**

- Les enquêtés ont été sélectionnés selon leur profession, ce qui fait qu'aucune personne de moins de 30 ans n'a été interrogée. Cela pose donc des limites de représentativité de l'enquête. De même, certaines professions – dures à mobiliser sur une seule semaine de terrain – ne sont pas représentées, comme les restaurateurs. Enfin, il y a une surreprésentation des personnes avec un haut niveau de diplôme.
- L'enquête sur le terrain était d'une semaine. Ce temps limité n'a pas permis de réaliser des entretiens longs et a limité l'imprégnation du territoire.

- **Rapport d'étonnement :**

- Un premier constat marquant réside dans la diversité des pratiques et des perceptions liées à l'eau. Certains habitants, bien qu'éloignés de la gestion centralisée, possèdent une expertise remarquable sur des sujets tels que la pluviométrie et les crues.
- La coexistence de sources individuelles et de réseaux urbains vient illustrer une fragmentation structurelle dans l'accès à l'eau. Cette dualité engendre des inégalités dans les responsabilités et les usages, reflétant des enjeux d'équité au sein du territoire.
- Les récents événements climatiques, tels que les inondations et les sécheresses, n'ont pas généré une inquiétude généralisée parmi les habitants. Cependant, ils ont renforcé les contrastes dans les perceptions locales de la vulnérabilité. Certains groupes semblent peu affectés, tandis que d'autres, particulièrement ceux dont les activités dépendent de l'eau, ressentent davantage les impacts de ces phénomènes.
- Un autre point notable est la difficulté qu'éprouvent les habitants à envisager des adaptations concrètes, en particulier dans les professions dépendantes de l'eau, telles que l'agriculture.
- Enfin, l'idée initiale de l'eau comme un patrimoine commun se heurte à une réalité morcelée.

ENJEUX MULTIPLES DE GOUVERNANCE :

La gestion de l'eau dans le Pilat est marquée par une gouvernance complexe et centralisée, qui crée de nombreuses tensions entre les acteurs. Cette complexité est notamment liée à la multiplicité des intervenants : élus locaux, intercommunalités, syndicats, associations, agriculteurs et habitants, qui interagissent autour de cette ressource essentielle. Avec la loi NOTRe, la compétence "eau et assainissement" a été transférée aux intercommunalités, entraînant un sentiment de perte de contrôle chez certains élus municipaux. Et donc, les décisions se prennent aujourd'hui à une échelle plus large, parfois perçue comme éloignée des réalités locales. Cette distance a renforcé un sentiment de dépossession chez certains élus et a contribué à l'émergence de conflits entre différents acteurs.

Et donc, cette complexité administrative se double d'un autre enjeu majeur : la transmission des connaissances. Les savoirs sur l'eau sont inégalement répartis entre les techniciens, les élus et les habitants. Certains acteurs possèdent une expertise approfondie, tandis que d'autres manquent d'informations sur les mécanismes hydriques et les logiques de gestion. En effet, dans nos enquêtes, nous avons observé que l'eau dans le Pilat est encore largement perçue comme une ressource abondante et inépuisable, notamment à travers l'image du territoire comme "château d'eau". Pourtant, cette représentation ne reflète pas la réalité hydrologique locale. Une personne impliquée dans le Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) Loire en Rhône-Alpes souligne par exemple que *« Beaucoup de gens ne savent pas que dans notre territoire, il n'y a pas de nappe souterraine. La problématique est ailleurs »*.

Et donc, cette méconnaissance alimente un décalage entre la perception des habitants et les enjeux réels de gestion de l'eau. Certains ne voient pas encore de menace immédiate et ne comprennent pas pourquoi des restrictions sont mises en place. À l'inverse, d'autres acteurs, plus sensibilisés, anticipent déjà des conflits à venir. Cette fracture dans les savoirs complexifie le dialogue entre les différentes parties prenantes et freine la mise en place d'actions adaptées.

En parallèle, l'information peine aussi à circuler entre les acteurs. En effet, de nombreux habitants et même certains élus expriment un manque de clarté sur les décisions prises en matière de gestion de l'eau. Un technicien de rivière illustre bien cette réalité :

« Tant que l'eau coule au robinet, les gens ne se sentent pas concernés. Il faut un problème, une panne, pour que ça devienne une priorité. »

Cette difficulté à sensibiliser la population pose la question des outils de communication et de transmission des connaissances entre acteurs, et donc, du rôle que chacun doit jouer pour permettre une meilleure appropriation des enjeux.

Ensuite, une autre problématique forte est celle des conflits d'usage. L'eau est un bien partagé, mais dont les besoins varient en fonction des usages : eau potable, irrigation agricole, préservation des milieux naturels, ou encore besoins industriels. Ces différents usages entrent parfois en compétition, notamment en période de sécheresse.

« Lors d'un feu de déchetterie, un paysan est venu nous demander d'arroser ses champs au lieu d'éteindre le feu. » Officier Sapeur-pompier

Et donc, certains acteurs se retrouvent en tension face à des décisions qui ne prennent pas forcément en compte leurs contraintes spécifiques.

Enfin, la question des responsabilités et des arbitrages reste un point sensible. En effet, qui doit décider des priorités d'usage en cas de crise ? Quels critères doivent primer ? Comment concilier les besoins agricoles avec la préservation des écosystèmes et l'approvisionnement en eau potable ? Ces tensions montrent que la gestion de l'eau ne peut pas se résumer à des logiques administratives et techniques. Elle nécessite aussi un dialogue constant entre les acteurs du territoire et une meilleure reconnaissance des savoirs et des usages de chacun.

En somme, la gouvernance actuelle de l'eau dans le Pilat se heurte à plusieurs défis : une centralisation qui crée une distance avec le terrain, une méconnaissance des enjeux qui freine l'adhésion aux politiques de gestion, et des conflits d'usage qui révèlent des tensions entre les différents acteurs. Ces enjeux soulignent la nécessité de repenser la façon dont l'eau est gérée et dont les décisions sont prises, afin d'anticiper au mieux les défis climatiques et les besoins des populations locales.

Et donc, cela pose une autre question : face à ces enjeux, comment les habitants et les professionnels du Pilat adaptent-ils leurs pratiques pour faire face aux nouveaux défis liés à l'eau ?

RÉSILIENCE ET ADAPTATION :

Loin d'être uniquement fonctionnelle, la relation à l'eau est aussi émotionnelle, culturelle, voire spirituelle. Tout d'abord, la relation sensible à l'eau se manifeste à travers une mobilisation des sens. Les enquêtés décrivent souvent leur relation à l'eau comme une expérience immersive et expriment un besoin fort de proximité avec les cours d'eau et les lacs. La perception de l'eau renvoie à un rapport esthétique à l'eau qui se distingue par la manière dont elle sublime le paysage et crée une expérience visuelle et émotionnelle. Lorsque l'on évoque cette question du rapport à l'eau dans les entretiens, les souvenirs d'enfance refont surface. Les baignades estivales dans une rivière ou un lac, les jeux autour des fontaines ou des lavoirs ou encore la découverte de la vie aquatique. Ces souvenirs, souvent heureux, confèrent à l'eau une dimension nostalgique et affective. L'eau est aussi porteuse d'une mémoire collective, inscrite dans le patrimoine naturel et humain du Pilat. **Ce rapport sensible à l'eau à travers ces souvenirs d'enfance, les activités de loisirs, cette admiration, due à son esthétique ou encore à travers la mémoire collective, créent un véritable attachement au milieu aquatique. Cet attachement peut alors agir comme un levier important pour inciter à la protection de l'eau et des écosystèmes associés.**

« Je regarde aussi les anciens ouvrages autour de l'eau. Je vois une ancienne fontaine, quelque chose comme ça, je vois la relation qu'on a pu avoir, parce que l'eau, c'est quand même fédérateur. S'il n'y a pas de fontaine dans le village, il n'y a pas de village. C'est autour de l'eau que les hommes se relient. » Membre de Partag'eau

Le Pilat, connu pour son réseau hydrographique dense et souvent perçu comme un "château d'eau", incarne des contradictions dans les perceptions et les usages de la ressource en eau. Tandis que certains habitants continuent de considérer l'eau comme abondante, les impacts croissants du changement climatique commencent à remettre en question cette vision. En effet, la raréfaction progressive de la ressource et les incertitudes climatiques inquiètent de plus en plus les acteurs locaux.

Sur le plan professionnel, les agriculteurs semblent être les premiers concernés par la quête de pratiques adaptatives.

Certains agriculteurs mettent en place des stratégies pour être moins impactés par les variations météorologiques extrêmes, comme une éleveuse qui explique ne pas traire pendant l'été afin de limiter la consommation en eau de la ferme. En effet, cette interruption de la production de lait pendant l'été permet de suspendre également l'atelier de fromagerie, qui utilise beaucoup d'eau dans le lavage des moules et des outils.

Des maraîchers ont quant à eux mis en place différentes pratiques pour avoir des réserves d'eau en temps sec et éviter les événements de glissement de terrain en temps très pluvieux. Plusieurs agriculteurs ont mis en place des retenues collinaires pour irriguer leur culture. Pourtant, les syndicats de rivière relèvent une problématique de ces retenues collinaires à la fois en termes d'évaporation et d'impact sur les cours d'eau.

La chambre d'agriculture de la Loire encourage les agriculteurs à stocker l'eau dans les sols en leur redonnant leur perméabilité :

« L'objectif c'est de sensibiliser les agriculteurs à la réduction du labour, à l'introduction de couverts, pour favoriser la vie des sols, l'infiltration de l'eau. Tous ces aspects-là, l'implantation de haies pour faire des ruptures et limiter l'érosion. » Membre de la Chambre d'agriculture de la Loire

Certains agriculteurs changent de pratiques : de production et culture, pour faire face à la sécheresse qui est la principale menace de leur production. Une ferme de vaches laitières a ainsi réorienté sa production vers des vaches allaitantes et des cochons pour réduire sa consommation d'eau. Les agriculteurs cultivaient du maïs et aujourd'hui le sorgho et le tef, des variétés céréalières venant des pays secs d'Afrique et donc adaptées à des climats secs.

« L'eau, c'était quelque chose qui était important pour nous dès le début, donc c'est vrai qu'on a fait déjà beaucoup de choses, la retenue, les infrastructures qui permettent de rediriger vers la retenue. Après voilà, il reste des choses à faire pour gérer le ruissellement. Mais c'est des petites choses. Après, sur le maraîchage, on a intérêt à augmenter le taux de matière organique pour la productivité, mais aussi pour retenir plus d'eau. Et aussi, on va plutôt chercher des variétés qui sont résistantes à la sécheresse que des variétés qui résistent à l'excédent. » Maraîcher

En dehors de l'agriculture, d'autres activités, moins consommatrices d'eau, réfléchissent et mettent en place des changements dans leur pratiques, ou même un arrêt de la pratique. Comme cette ancienne fleuriste qui nous a confié les raisons de ce changement d'activité : *« Pour moi, le métier de fleuriste rentre pas du tout dans le cadre écologique, en fait. C'est une catastrophe écologique, la fleuristerie [...] »*

De plus, se pose la question de la préservation des écosystèmes, face au manque d'eau et face aux usages anthropiques de l'eau.

Ainsi, les écosystèmes, qui stockent d'importantes quantités de carbone et abritent des espèces spécifiques, sont progressivement asséchés ou pollués par des activités humaines. Cette dégradation contribue non seulement à l'effondrement de la biodiversité locale mais aggrave également les changements climatiques, créant un cercle vicieux de vulnérabilité environnementale.

« Il est difficile de concilier la préservation des zones humides avec les besoins en eau pour les feux de forêt. » Sapeur-pompier

Cette dualité illustre les défis sociologiques et environnementaux auxquels le territoire du Pilat est confronté. Rouler sur ces zones avec des camions lourds ou y puiser de l'eau pour éteindre les incendies perturbent gravement ces écosystèmes fragiles. Ces actions compactent les sols, modifient les flux hydriques et perturbent la flore et la faune qui y habitent. Cependant, dans l'urgence d'un feu de forêt, les priorités changent : sauver des vies

humaines, des habitations, ou limiter la propagation d'un incendie deviennent des impératifs supérieurs. Cela souligne une limite dans les systèmes de gestion de crise, qui n'intègrent pas toujours suffisamment les enjeux environnementaux. Si les zones humides sont systématiquement endommagées lors des interventions, cela pourrait créer un cercle vicieux : des écosystèmes affaiblis, moins capables de réguler l'eau et de prévenir les feux, ce qui augmente la vulnérabilité globale du territoire. La préservation des zones humides est indispensable à long terme pour la résilience écologique du Pilat, mais les interventions d'urgence, comme les pompages d'eau, sont essentielles à court terme pour protéger la population et le territoire. L'une de nos enquêtés résume bien cette problématique : *« concilier ces deux dimensions demande une réflexion complexe sur les usages du territoire et une planification adaptée. »* Officier Sapeur-pompier

La question de la qualité de l'eau dans le Pilat ne se limite pas à une problématique d'eau potable. Elle reflète les tensions entre différents usages et priorités au sein d'un territoire. D'une part, l'eau est indispensable pour l'agriculture, l'industrie, ou encore la lutte contre les incendies. D'autre part, sa préservation est essentielle pour maintenir la biodiversité et les services écosystémiques qui en découlent.

Enfin, l'adaptation se fait aussi à un niveau plus personnel et se reflète alors dans les pratiques quotidiennes des enquêtés. De nombreux enquêtés décrivent une tendance à l'optimisation de leur consommation en eau, à travers des gestes économes plus ou moins radicaux : récupération de l'eau de la douche, toilettes sèches, récupérateurs d'eau de pluie, transmission d'une culture de la rareté de l'eau à leurs enfants...

Tous ces acteurs et leurs tentatives d'adaptation sont motivés par différents régimes de justification : agir par conviction, par nécessité ou par tradition. Cela montre une prise de conscience progressive, même si ces efforts restent encore largement fragmentés et tournés vers des solutions isolées.

« Je pense qu'il y a vraiment une conscience collective qui manque sur ces sujets. »

Technicienne de rivière

Il apparaît frappant que les pratiques d'adaptation décrites sont en grande partie individuelles et il ne semble pas y avoir de place dans le discours des enquêtés pour des réflexions à une échelle collective de l'usage, de la gestion et du partage de la ressource.

SITUATIONS CRITIQUES :

Plusieurs situations critiques sont apparues dans l'enquête, situations où les intérêts divergent, où la communication est difficile, et où les solutions semblent encore éloignées.

Ces tensions se manifestent notamment dans des conflits entre développement économique et préservation environnementale, comme dans le cas du projet de zone industrielle à Saint-Just-Malmont, impliquant la destruction d'une zone humide dans un bois. Ce type de conflit illustre parfaitement la difficulté à concilier ces priorités divergentes au sein d'un même territoire, opposant acteurs économiques, institutions locales et défenseurs de l'environnement.

Sur des situations plus locales, les habitants expriment également des défis importants. Un agriculteur nous a dit : *« Moi, je suis locataire. Donc ça appartient à mes propriétaires, c'est à eux de gérer entre les différents locataires et eux. Mais quand la source commence à manquer, on ne sait pas vers qui se tourner »*. Cette déclaration met en lumière des responsabilités mal définies et des inégalités d'accès à l'eau. Ces zones rurales, souvent éloignées des réseaux publics, sont particulièrement vulnérables face à des épisodes de sécheresse ou à une raréfaction accrue de la ressource.

Les initiatives individuelles, qui pourraient être des solutions locales, sont souvent freinées. Un éleveur nous a confié : *« J'avais le projet de travailler avec le Pilat sur les récupérations d'eau de pluie des toitures. Mais quand on m'a dit qu'il fallait tout payer moi-même – terrassement, cuve, tout – j'ai laissé tomber. C'était pour rendre service à la communauté en cas d'incendie, mais ça m'a découragé »*. Ces mots traduisent bien le sentiment d'abandon ressenti par certains acteurs face à l'absence de soutien financier ou logistique.

Enfin, la question de la transmission et du partage des connaissances reste essentielle. Un ancien membre d'un syndicat de rivière a exprimé : *« Le bassin versant, c'est une notion qu'on comprend sur le papier, mais pour les habitants, c'est complètement abstrait. Ils ne perçoivent pas ce territoire dans leur quotidien »*. Ce décalage entre les approches techniques et la réalité des habitants nourrit parfois la méfiance envers les institutions.

Ces différents exemples montrent différents types de situation critique. Mais ils révèlent aussi une opportunité : celle d'engager un dialogue pour transformer ces problèmes en solutions partagées.

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES EN WORLD CAFÉ – SOIRÉE DE RESTITUTION DU 29/01/25 :



Les participant.es étaient répartis en 3 tables et ont échangé les uns après les autres sur les trois axes ci-dessous.

Les groupes étaient composés des types d'acteurs suivants: habitant.es, membres d'associations ou collectifs de préservation de l'environnement, artisan vannier, officier sapeur-pompier, ancien élu, transformatrice de produits à partir de cueillette de plantes médicinales sauvages.

CONNAISSANCES PARTAGÉES :

Quels sont, selon vous, les moyens les plus efficaces pour mieux comprendre les enjeux liés à l'eau dans le Pilat ?

Comment pourrait-on mieux partager les connaissances entre les différents acteurs (habitants, agriculteurs, techniciens, élus) ?

Que pourrait-on mettre en place pour sensibiliser ceux qui se sentent moins concernés par les enjeux liés à l'eau ?

Comment imaginez-vous une meilleure collaboration entre les habitants, les élus et les techniciens autour de la gestion de l'eau ?

Tout d'abord, plusieurs pistes pour « atteindre les citoyens » ont été évoquées par les participant.es :

- Utiliser des méthodes d'éducation populaire
- Organiser des événements culturels, type festival, pour sensibiliser sur les questions de l'eau
- Organiser des randonnées sur le territoire qui présentent les enjeux pour l'eau

- « *Aller sur des lieux où on ne nous attend pas* » (exemple : marchés) ou passer par des relais (voisins, associations non environnementales etc....)
- Utiliser la communication des mairies (bulletins municipaux beaucoup lus dans les petites communes)
- Utiliser la facture d'eau de façon pédagogique
- Logiciel « REMOCRA » partagé entre le SDIS et les communes pour faciliter la gestion des points d'eau incendie
- Collectif départemental « Partag'eau » pour faire le lien entre les citoyens et les institutions sur l'eau, notamment via des conférences, ateliers, un forum départemental
- Renforcer la sensibilisation sur les enjeux pour l'eau au-delà de l'école élémentaire
- Sensibiliser à partir des événements météorologiques extrêmes (exemple des crues du 17 octobre 2024)
- Mettre en valeur les exemples et solutions existantes

D'autres pistes pour faciliter le partage de connaissances et la collaboration entre les acteurs ont été discutées :

- Former les professionnels aux enjeux sur l'eau : exemples des formations sur les pratiques culturelles...
- Mener des actions auprès des publics excursionnistes et touristiques : sensibiliser sur les évolutions des ressources en eau et donc en neige ; accompagner les acteurs touristiques vers un tourisme plus durable (en lien avec la stratégie touristique durable du Parc)
- Apporter des solutions concrètes pour mobiliser, notamment les agriculteurs et agricultrices
- Créer les conditions d'un débat apaisé entre les différents acteurs autour de l'eau comment discuter ensemble et avancer, sans être d'accord ?

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE :

Comment promouvoir des projets collaboratifs (par exemple, mutualisation de ressources) ? Quels partenariats entre agriculteurs, institutions et associations pourraient être renforcés pour adapter les pratiques ?

Quels changements ou adaptations observez-vous déjà dans les pratiques locales face aux défis liés à l'eau ? Quelles pratiques innovantes ou traditionnelles pourraient être valorisées pour mieux s'adapter au changement climatique ?

Quels freins ou obstacles rencontrez-vous dans la mise en place d'initiatives ou de projets d'adaptation à l'eau ?

A partir de ces questions, plusieurs solutions ont été discutées par les participant.es :

- Mettre en place des réseaux d'entraide
- Encourager les réponses collectives : solidarité entre communes, interconnexions des réseaux...
- Interconnecter les réseaux d'eau potable : exemple de l'interconnexion entre Marllhes, Saint-Genest-Malifaux et Saint-Romain-les-Atheux autour du barrage des Plats + dans un 2^e temps avec Saint-Régis-du-Coin
- Exemple de l'association Végétal Local qui encourage l'utilisation de végétaux locaux dans chaque région

- Evolution des pratiques agricoles, notamment au regard de la qualité de l'eau (épandage des engrais, produits phytosanitaires...)
- Préserver les sols (et notamment désimperméabiliser)
- Préserver les zones humides, notamment les mares
- Ralentir le cycle de l'eau (grâce aux forêts, aux zones humides, aux sols en général...)
- Sensibiliser autour de l'importance des sols, zones humides, forêts et leurs rôles centraux pour l'eau, et donc aussi pour notre alimentation : *« par exemple pour aller récolter des myrtilles [...] cette année par exemple elles étaient toutes moches »*
- Répertorier toutes les sources et chiffrer ce qu'il faut laisser et ce qu'on capte

- Mettre en place des aides pour récupérer l'eau de pluie
- Sobriété et réduction de la consommation

- Mettre en avant les co-bénéfices quand on parle d'adaptation au changement climatique sur la thématique de l'eau : gains économiques avec les économies d'eau, gains en qualité de vie avec la végétalisation et désimperméabilisation des zones urbanisées, gains pour la soutenabilité de notre alimentation grâce à la soutenabilité de nos écosystèmes...

Des freins ont également été évoqués :

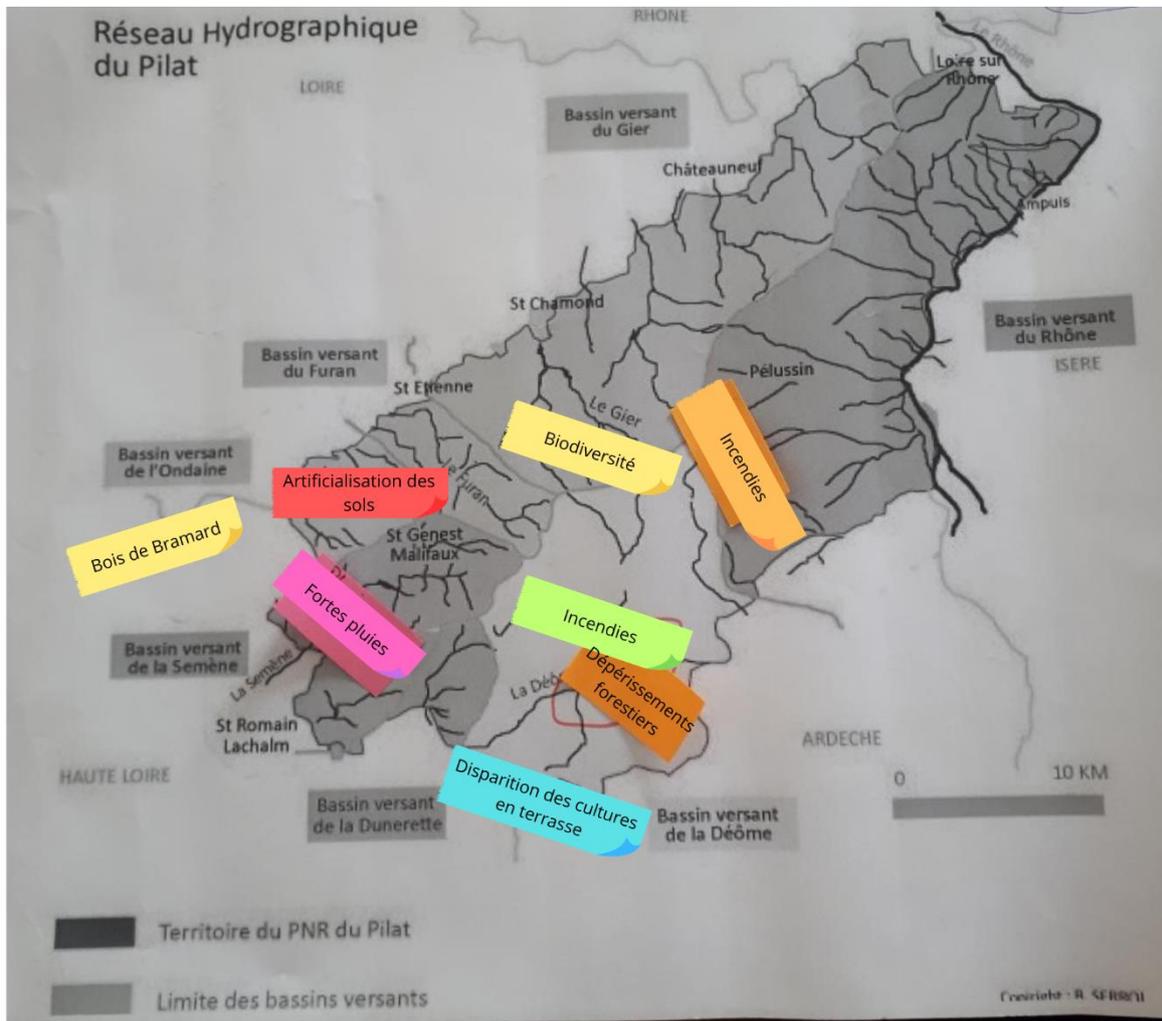
- Décider et mettre en œuvre à court terme des solutions dont les fruits se verront à long terme (exemple de la forêt dont l'adaptation se pense maintenant pour dans plusieurs décennies)

- Manque de connaissances de certains acteurs

- Sentiment d'impuissance des habitant.es face aux enjeux
- Difficile capacité à anticiper l'urgence : une urgence efface une autre urgence, on pallie aux crises sans les anticiper
- Pas de visibilité à moyen et long terme sur les sources de financement possibles pour s'adapter
- Coûts économiques importants selon les solutions

SITUATIONS CRITIQUES :

Quelles sont, selon vous, les situations ou zones où les conflits d'usage autour de l'eau sont les plus marqués dans le Pilat ?



Quels sont les principaux facteurs qui créent des tensions autour de l'eau dans votre secteur ou votre activité (agriculture, préservation des zones humides, eau potable) ?

Quelles solutions concrètes pourraient permettre de mieux partager l'eau entre les différents usages (exemple : agriculture, loisirs, besoins domestiques) ?

Comment encourager une meilleure concertation entre les différents acteurs pour anticiper les conflits et les résoudre ?

Avez-vous connaissance d'initiatives locales ou régionales qui ont permis de réduire des conflits d'usage liés à l'eau ? Si oui, comment pourraient-elles être adaptées au Pilat ?

Tout d'abord, plusieurs types de situations critiques ont été évoquées :

- Dépérissements forestiers face au changement climatique, qui menacent en conséquence le cycle de l'eau et le stockage de l'eau sur le territoire (via la végétation et le sol)
- Incendies, particulièrement sur des fonds de vallée orientés Sud (et bien qu'il y ait de nombreuses forêts et zones humides) ; et notamment la balance des enjeux entre utilisation de l'eau potable pour lutter contre les incendies et préservation des ressources en eau potable en temps de sécheresse
- Différences importantes de situation au sein du territoire, entre les zones autour des Crêts avec une pluviométrie importante et des forêts humides et les zones tournées vers le Sud et le bassin ardéchois avec des vents asséchants et une pluviométrie moins élevée, les rendant plus vulnérables : *« [...] dans un même bassin, on habite tous dans le Pilat, et se dire que la situation critique que vous décrivez à Saint-Julien-Molin-Molette à 20 kilomètres de Saint-Genest-Malifaux, elle est incompréhensible pour les gens comme moi qui habitent ici. Se dire à 20 kilomètres, alors qu'on habite à peu près dans le même environnement, qu'on a une ressource qui est complètement différente. »*
- Développement économique sur des zones humides
- Conflits d'usage
- Pénuries d'eau
- Historique de drainage sur certaines parcelles
- Imperméabilisation de certaines zones avec la construction pavillonnaire et notamment la bétonisation de chemins
- Disparition de cultures en terrasse
- Raréfaction de la neige

- Réduction de la diversité des plantes sauvages
- Problèmes de qualité : encore des critères de qualité non atteints sur l'eau potable, expliquer les causes et les mesures correctives en place aux usagers
- Pollutions ponctuelles : exemple à Saint-Just-Malmont suite à un défaut d'étanchéité du site d'enfouissement

Une solution pour prévenir sécheresses et incendies a été notamment discutée : la diversité des peuplements forestiers pour rendre la forêt – et donc le cycle de l'eau – plus résiliente face au changement climatique.

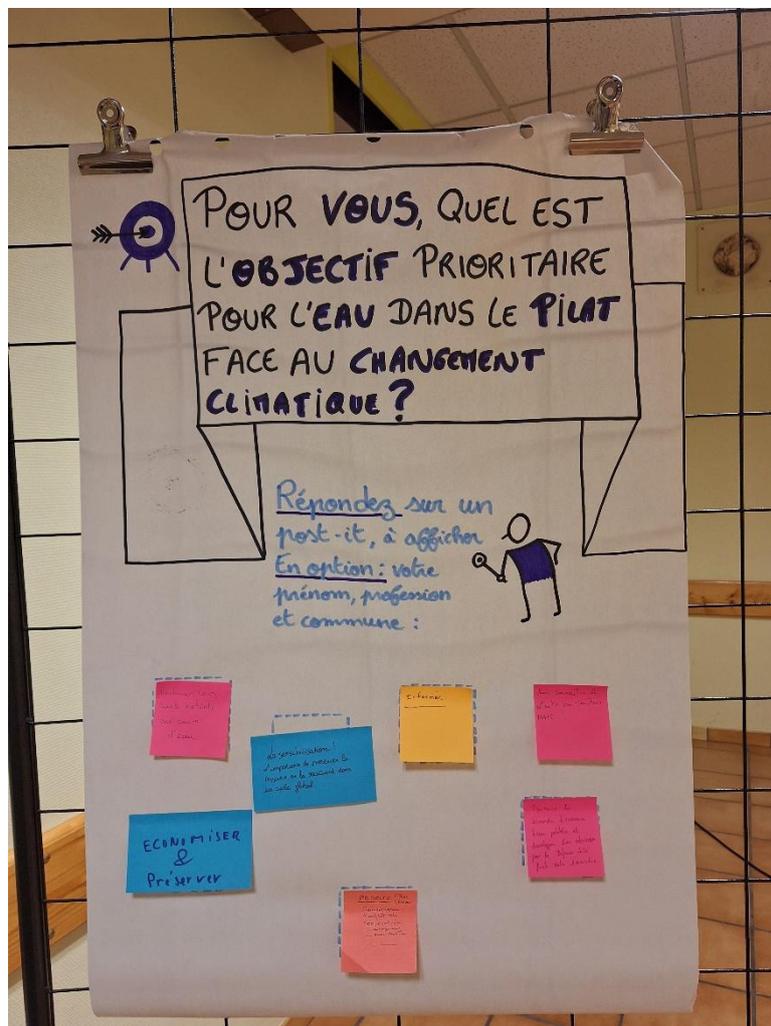
De plus, une certaine prise de conscience sur le territoire face aux pollutions des cours d'eau a été notée par plusieurs participant.es, même si de nouveaux types de polluants sont désormais détectés dans l'eau (polluants éternels).

Une autre solution a été discutée, en lien avec la table « Connaissances partagées » : informer, encore informer.

MOTS DE LA FIN :

Plusieurs constats sont ressortis dans chaque table d'échanges :

- Une grande difficulté au changement
- Des territoires très variés au sein du Pilat
- Importance de conscientiser les habitant.es à la fragilité des ressources en eau
- Le besoin d'accompagner un changement culturel autour de l'eau, via des événements culturels et des méthodes d'éducation populaire
- Rendre l'eau au sol
- La forêt joue un rôle essentiel de rempart
- La question de la durabilité du tourisme se pose



Enfin, les participant.es à la restitution ont répondu sur un poster à une question finale « Pour vous, quel est l'objectif prioritaire pour l'eau dans le Pilat face au changement climatique ? » :

- Préserver la quantité : faire des réserves ; stop au gaspillage ; Préserver la qualité : stop à la pollution ; traiter les eaux usées partout (hameaux non raccordés)
- Protéger les zones humides
- Organiser des réseaux d'entraide pour l'entretien des haies, zones humides, mares, chemins individuels et collectifs
- Préserver les têtes de bassin versant sur l'ensemble du Pilat géographique (et donc élargir le Pilat administratif)
- Poursuivre la démarche d'économie d'eau potable et développer les citernes pour la défense de la forêt contre l'incendie
- Faire connaître les atouts du territoire
- Redonner leurs cours naturels aux cours d'eau
- Informer
- Développer l'esprit de coopération citoyenne et coopération avec les élus
- Economiser et préserver
- La sensibilisation : l'importance de préserver la ressource, en la resituant dans un cycle global

PERSPECTIVES :

❖ Poursuite de l'enquête sociologique sur l'Est du Pilat :

Une deuxième phase de l'enquête est prévue en 2025 pour recueillir et analyser également les représentations, connaissances et usages des acteurs de la moitié Est du Pilat. Une restitution des deux phases de l'enquête sera organisée dans le cadre du projet global du CPIE « L'eau dans le Pilat : patrimoine commun ».

❖ Suites du projet « L'eau dans le Pilat : patrimoine commun » :

Suite à cette première étape d'enquête, le CPIE des Monts du Pilat proposera aux différents acteurs du territoire de se rassembler pour l'organisation d'un « Festival de l'eau » sur le territoire, avec plusieurs temps :

- Temps de partage et d'interconnaissances festifs
- Animations de sensibilisation autour de la préservation des ressources en eau face au changement climatique
- Présentation des résultats principaux des enquêtes sociologiques
- Temps de travail collaboratif pour renforcer les actions existantes sur le territoire et construire des actions supplémentaires, selon les besoins